



CONSEIL MUNICIPAL

COMPTE-RENDU DE LA SEANCE PUBLIQUE DU 28 SEPTEMBRE 2020 A 19h30 SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR HERVE LIEVRE, 1^{er} MAIRE ADJOINT

L'an deux mille vingt, le vingt-huit septembre à 19h36, le Conseil municipal de Chaville, légalement convoqué le vingt-deux septembre deux mille vingt à se réunir, s'est assemblé dans la salle Louvois de l'Atrium de Chaville, sous la présidence de Monsieur Hervé LIEVRE, 1^{er} maire adjoint.

La séance s'est tenue en présence du public, en nombre limité. Le public a été exceptionnellement limité à 20 personnes afin de respecter les consignes sanitaires en vigueur.

Le nombre de conseillers municipaux en exercice est de 35.

M. LIEVRE propose de désigner le plus jeune des conseillers présents, Mme FOURNIER comme secrétaire de séance. En l'absence d'autres candidats, et considérant l'accord unanime des élus de procéder à la désignation du secrétaire de séance à main levée, Mme FOURNIER procède à l'appel nominal des conseillers municipaux.

Présents au début de la séance :

M. LIEVRE, Mme TILLY, M. ERNEST, Mme CHEVRIER, M. BÈS, Mme MESADIEU, M. BISSON, Mme CHAYÉ-MAUVARIN, M. PANISSAL, Mme LE VAVASSEUR, M. TARDIEU, Mme FOURNIER, M. TRUELLE, Mme RE, M. CHENU, M. MAUVARIN, Mme DORISON, M. FEGHALI, M. GIRONDOT, Mme PRADET, Mme LALLEMENT, M. ANTONIO, Mme NICODEME-SARADJIAN, Mme SCHWEITZER, Mme COUTEAUX, Mme FRESCO, M. BESANÇON, Mme COSTE, M. BARBIER, M. TURINI, M. DENUIT

Absents ayant donné procuration :

M. GUILLET, a donné procuration à M. LIEVRE
Mme SAVARY, a donné procuration à Mme CHAYE-MAUVARIN
M. DUBARRY DE LA SALLE, a donné procuration à M. TARDIEU
Mme ACKERMANN, a donné procuration à Mme COUTEAUX

Constatant que le quorum est atteint, M. LIEVRE déclare la séance ouverte.

M. LIEVRE communique les manifestations municipales.

M. LIEVRE propose l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de ce Conseil municipal :
« Attribution d'une subvention communale complémentaire à la Conférence Saint Vincent de Paul Notre Dame de Lourdes ».

L'inscription de ce point à l'ordre du jour est approuvée à l'unanimité (vote n°1).

Se référant aux procès-verbaux des Conseils municipaux du 3 juillet, du 10 juillet et du 15 juillet 2020, M. LIEVRE demande aux conseillers s'ils souhaitent faire des observations.

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 3 juillet 2020 est approuvé à l'unanimité (vote n°2).

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 10 juillet 2020 est approuvé à l'unanimité (vote n°3).

Le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 15 juillet 2020 est approuvé à l'unanimité (vote n°4).

<p style="text-align: center;">AFFAIRES INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE (article L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales)</p>
--

II/ MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

- 1.1/ Adoption du règlement intérieur du Conseil municipal
- 1.2/ Fixation des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux
- 1.3/ Fixation des indemnités de fonction majorées du maire, des adjoints et des conseillers municipaux
- 1.4/ Budget principal pour l'exercice 2020 – Décision modificative n°1
- 1.5/ Budget annexe du SSIAD pour l'exercice 2020 - Décision modificative n°1
- 1.6/ Budget principal 2020 - Admissions en non-valeur de créances éteintes et de créances irrécouvrables
- 1.7/ Commission consultative des services publics locaux – Désignation des associations locales
- 1.8/ Formation des élus municipaux
- 1.9/ Effectifs communaux des emplois permanents et des emplois non permanents
- 1.10/ Constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation d'un ou de marché(s) pour l'acquisition de masques chirurgicaux, de masques lavables et de masques de protection FFP2
- 1.11/ Attribution d'une subvention pour soutenir l'aide d'urgence au peuple libanais

III/ VIE LOCALE

- 2.1/ Régie culturelle « Atrium de Chaville » – Désignation des membres du conseil d'administration
- 2.2/ Création du Conseil de l'animation locale
- 2.3/ Création du Conseil de développement économique de Chaville
- 2.4/ Rapport d'activité 2018 du SICESS
- 2.5/ Tarifs des activités du Forum des savoirs pour la saison 2020-2021
- 2.6/ Fixation du tarif d'inscription à la marche Octobre Rose
- 2.7/ Attribution d'une subvention communale complémentaire à l'association la Ruche Chavilloise
- 2.8/ Dispositif d'Appui à la Coordination Gériatrique du centre des Hauts-de-Seine - Désignation du représentant du Conseil municipal au conseil d'administration

III/ CADRE DE VIE

- 3.1/ Conseil communal de développement durable de Chaville – Création et fixation de sa composition
- 3.2/ Convention de mise à disposition des locaux du conservatoire à l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » – Avenant n°1
- 3.3/ Marché de nettoyage et d'entretien des bâtiments communaux - Lancement d'une procédure de consultation sous forme d'appel d'offres
- 3.4/ Attribution de subventions pour l'achat d'un second Vélo à Assistance Electrique

IV/ AMENAGEMENT

- 4.1/ Rapport d'activité 2019 de la SEMADS
- 4.2/ Rapport d'activité 2019 de la Société Publique Locale « Seine Ouest Aménagement »
- 4.3/ Avis à la cession des logements de l'OPH Seine Ouest Habitat implantés sur le territoire de la commune de Chaville
- 4.4/ Dépôt de demande de permis de construire et autorisation de créer un établissement recevant du public pour un chapiteau

VI/ POINT D'INFORMATION

Synthèse du bilan social 2019 de la Ville

VII/ DECISIONS DU MAIRE

Compte rendu des décisions municipales en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales

EXAMEN ET VOTE DES AFFAIRES INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DE LA SEANCE

1.1/ ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Conformément à l'article L.2121-8 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à adopter son règlement intérieur annexé à la présente délibération.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont été informés de l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

Par 27 voix pour et 8 voix contre, le Conseil municipal (vote n°5 – délibération n°DEL01_2020_0115) :

ADOpte le règlement intérieur du Conseil municipal annexé à la présente délibération.

1.2/ FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0090 du 10 juillet 2020 (R.D. du 15 juillet 2020), le Conseil municipal a délibéré sur la fixation des indemnités de fonctions des élus, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire annuelle brute maximale du Maire et des adjoints.

L'introduction d'un conseiller municipal questeur, au sein du Conseil municipal, nécessite de revoir la répartition des indemnités de fonctions des élus, et d'abroger la délibération du 10 juillet 2020.

Conformément aux articles L.2123-17 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2123-23, L.2123-24-1 II, III et IV, le montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux est calculé dans la limite de taux maxima, et par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Les taux maximum des indemnités de fonctions brutes mensuelles du maire et des adjoints d'une commune dont la population est comprise dans la strate démographique de 20 000 à 49 999 habitants sont de :

- 90% de l'indice brut terminal de la fonction publique pour le maire ;
- 33% du même indice pour les adjoints.

En outre, une indemnité de fonction peut être attribuée aux conseillers municipaux, sans que l'enveloppe indemnitaire votée soit dépassée, dans les conditions suivantes :

- soit en sa seule qualité de conseiller municipal, l'indemnité ne pouvant alors dépasser 6% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
- soit au titre d'une délégation de fonction, l'indemnité n'étant alors pas cumulable avec celle perçue en qualité de conseiller municipal.

A Chaville, suivant la valeur des indices en vigueur, l'enveloppe indemnitaire annuelle brute maximale du Maire et des 13 adjoints est de 242 225,76 €, soit 20 185,88 € mensuel calculée comme suit :

	indice de référence (IM) *	Valeur du point *	Montant obtenu	Pourcentage maximum applicable	Indemnité mensuelle brute	Nb	Enveloppe indemnitaire mensuelle
Maire	830	4,686	3 889,38 €	90%	3 500,44 €	1	3 500,44 €
Adjoints	830	4,686	3 889,38 €	33%	1 283,50 €	13	16 585,44 €
Enveloppe indemnitaire							20 185,88 €

* : En vigueur au 1^{er} septembre 2020

Dans le respect de cette enveloppe indemnitaire, il est proposé au Conseil municipal de répartir les indemnités allouées aux élus municipaux comme suit :

	Taux en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Indemnité brute mensuelle	Nb	Enveloppe indemnitaire mensuelle
Maire	71,40%	2 777,02 €	1	2 777,02 €
Adjoint	23,35%	908,17 €	13	11 801,21 €
Conseiller municipal avec délégation étendue	20,10%	781,77 €	1	781,77 €
Conseiller municipal	18,90%	735,09 €	1	735,09 €

Questeur				
Conseiller municipal avec délégation simple	7,80%	303,37 €	11	3 337,09 €
Conseiller municipal sans délégation	2,40%	93,35 €	8	746,76 €
TOTAL			35	20 183,94 €

Les montants susmentionnés de l'indemnité brute mensuelle du maire, des adjoints, des conseillers municipaux et du questeur évolueront en fonction de la valeur de l'indice brut terminal de la fonction publique.

En outre, la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, prévoit, dans son article 91, la prise en charge, par la commune, des frais de garde d'enfants et d'accompagnement des personnes à charge afin de permettre aux élus de suivre les réunions obligatoires des conseils municipaux et communautaires.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

Par 27 voix pour et 8 voix contre, le Conseil municipal (vote n°6 – délibération n°DEL01_2020_0116) :

ABROGE la délibération n°DEL01_2020_0090 du 10 juillet 2020 (R.D. du 15 juillet 2020) portant fixation des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux.

FIXE le montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints, des conseillers municipaux et du questeur suivant les pourcentages précisés ci-dessus de l'indice brut terminal de la fonction publique.

PRECISE que le montant de ces indemnités sera versé à compter du 1^{er} octobre 2020. Les indemnités des élus seront réglées mensuellement.

PRECISE que le montant de ces indemnités sera actualisé en fonction de l'évolution de l'indice brut terminal de la fonction publique.

1.3/ FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION MAJOREES DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0091 du 10 juillet 2020 (R.D. du 15 juillet 2020), le Conseil municipal a délibéré sur la fixation des indemnités de fonction majorées du maire, des adjoints et des conseillers municipaux.

L'introduction d'un conseiller municipal questeur, au sein du Conseil municipal, nécessite de revoir la majoration des indemnités de fonction des élus, et d'abroger la délibération du 10 juillet 2020.

Conformément à l'article R.2123-23 du Code général des collectivités territoriales, modifié par le décret n°2015-297 du 16 mars 2015, article 1, et à l'article L.2123-22, modifié par l'article 92 de la loi n°2019-1461, loi relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, les

conseils municipaux peuvent octroyer des majorations aux indemnités de fonction des élus, dans des limites précises.

Les communes qui avaient la qualité de chef-lieu de canton, avant la loi n°2013-403 du 17 mai 2013, conservent la possibilité de majorer les indemnités de fonction des élus. L'article R.2123-23 du Code général des collectivités territoriales précise que ces majorations peuvent s'élever au maximum à 15%.

Le maire, les adjoints et les conseillers municipaux avec délégation peuvent prétendre à cette majoration.

L'article 92 de la loi engagement et proximité impose un vote distinct des majorations des indemnités de fonction. Le Conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction dans le respect de l'enveloppe indemnitaire brute annuelle globale définie pour Chaville à 242 225,76 €, soit 20 185,88 € mensuel.

Dans un second temps le Conseil municipal est invité à se prononcer sur les majorations des indemnités de base votées lors de la répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil municipal de fixer la majoration suivante :

Elus	Taux en % de l'indice brut terminal de la fonction publique	Indemnité de base mensuelle brute	Majoration de 15%	Total indemnité mensuelle majorée brute
Maire	71,40%	2 777,02 €	416,55 €	3 193,57 €
Adjoint	23,35%	908,17 €	136,23 €	1 044,40 €
Conseiller municipal avec délégation étendue	20,10%	781,77 €	117,26 €	899,03 €
Conseiller municipal Questeur	18,90%	735,09 €	110,26 €	845,35 €
Conseiller municipal avec délégation simple	7,80%	303,37 €	46,09 €	353,35 €

Les montants susmentionnés de l'indemnité brute mensuelle majorée du maire, des adjoints et des conseillers municipaux avec délégation évolueront en fonction de la valeur de l'indice brut terminal de la fonction publique.

Par 27 voix pour et 8 voix contre, le Conseil municipal (vote n°7 – délibération n°DEL01_2020_0117) :

ABROGE la délibération n°DEL01_2020_0091 du 10 juillet 2020 (R.D. du 15 juillet 2020) portant fixation des indemnités de fonction majorées du maire, des adjoints et des conseillers municipaux.

FIXE la majoration à 15% du montant des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers municipaux avec délégation, sur la base des montants fixés lors de répartition de l'enveloppe indemnitaire brute annuelle globale.

PRECISE que le montant de ces indemnités sera versé à compter du 1^{er} octobre 2020. Les indemnités des élus seront réglées mensuellement.

PRECISE que le montant de ces indemnités sera actualisé en fonction de l'évolution de l'indice brut terminal de la fonction publique.

1.4/ BUDGET PRINCIPAL POUR L'EXERCICE 2020 DECISION MODIFICATIVE N°1

MME RE, conseillère municipale déléguée aux finances et au budget, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0020 du 24 février 2020 (R.D. du 2 mars 2020), le Conseil municipal a voté le budget primitif 2020 de la Ville.

Celui-ci doit être corrigé ainsi qu'il suit, tout en respectant les principes relatifs au vote et au maintien de l'équilibre du budget.

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement de la décision modificative s'équilibre à 414 876 € en dépenses et en recettes.

1.1. Recettes

Chapitre 70 – Produits des services : - 450 971 €

Les produits des services périscolaires et de la petite enfance, ainsi que le produit de la gestion du marché et de la tenue de la brocante sont impactés par la crise sanitaire du Covid-19. La somme de 450 971 € est retranchée.

Chapitre 73 - Impôts et taxes : + 281 453 €

Le montant inscrit à ce chapitre correspond à l'ajustement du produit des contributions directes suite à la notification des bases prévisionnelles 2020 par les services fiscaux. Le produit fiscal attendu pour 2020 s'élève ainsi à 18 243 250 €.

La dotation de solidarité communautaire de 24 983 € versée par la Métropole du Grand Paris en soutien à la crise sanitaire du Covid-19 est également inscrite.

Chapitre 74 - Dotations, subventions et participations : + 280 128 €

Le montant de 57 169 € est retranché au compte 7411 suite à la notification du montant de la dotation forfaitaire. Le montant de la DGF pour 2020 s'élève donc à 2 859 075 € contre 2 916 244 € en 2019.

Le montant définitif de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) pour 2020 a été notifié pour un montant de 259 878 € soit une différence de 5 345 € en moins par rapport aux prévisions budgétaires.

Les différents soutiens financiers apportés pour la crise sanitaire sont également inscrits :

- Participation du département des Hauts-de-Seine à la lutte contre le Covid-19 : 208 070 €
- Participation du Département à l'ouverture des centres de loisirs en août : 20 560 €
- Participation de l'Etat à l'achat de masques pour la population : 81 468 €

Participation de l'Etat aux 2S2C pour le retour à l'école : 29 260 €

Chapitre 77- Produits exceptionnels : + 304 266 €

L'indemnité d'immobilisation de 250 000 € perçue en 2019 dans le cadre de la cession du terrain du parking de la Gare Rive Droite doit être réimputée au chapitre 77 pour son intégration après la cession définitive. Cette recette est neutre budgétairement puisque la contrepartie est constatée en dépenses de fonctionnement.

D'autre part, la clôture anticipée de l'exercice 2019 n'a pas permis d'évaluer au plus juste les dépenses à rattacher à l'exercice. L'apurement de ces dépenses rattachées à tort génère sur 2020 une recette de 54 266 €.

1.2. Dépenses

Chapitre 011 – Charges à caractère général : + 393 000 €

Des dépenses supplémentaires liées à la crise sanitaire du Covid-19 sont inscrites pour 456 179 €. Les manifestations annulées sont déduites pour un montant de 80 739 €.

Pour préparer les élèves à la rentrée, la Ville a mis en place un soutien scolaire durant l'été, en partenariat avec Meet in class qui intervient déjà sur les écoles. Cette dépense est inscrite pour 17 560 €.

Chapitre 012- Charges de personnel : + 27 421 €

Le montant inscrit correspond au versement de la prime Covid aux personnel communal (52 353 €) et à la déduction des heures supplémentaires sur les manifestations annulées.

Chapitre 014- Atténuations de produits : - 341 336 €

La Ville n'étant pas contributrice au Fonds de solidarité de la région Ile de France (FSRIF), la somme de 200 000 € inscrite au budget primitif est retirée.

La dépenalisation du stationnement payant a conduit à modifier la répartition du produit des amendes de police à destination des communes franciliennes. Jusqu'en 2019, les communes d'Ile-de-France percevaient 25% des sommes calculées, les autres parts revenant au Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF) et à la Région Ile-de-France. Le législateur a décidé, en 2019, de conserver au STIF et à la Région le niveau de ressources perçu au titre des amendes de police 2018. Un montant égal à 75% de la somme calculée en 2018 est donc retranché du produit des amendes depuis 2019. En cas de contribution supérieure au montant des amendes, le reliquat est opéré sur la fiscalité.

En 2018 et 2019, le STIF et la région Ile-de-France avaient perçu 159 777 €. Ce montant a été inscrit au budget primitif 2020 de la Ville. La notification reçue de la Préfecture s'élève à 18 441 €. La différence est donc déduite.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : + 120 860 €

Les crédits inscrits au chapitre s'élèvent à 120 860 € et concernent notamment la revalorisation des indemnités des élus et des crédits supplémentaires pour la contribution à la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris. Le versement de subventions aux associations est également inscrit, dont une de 20 800 € pour l'association « Energis Libani » qui met en place des aides aux habitants suite au sinistre qui a frappé le Liban début août.

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles : + 283 996 €

La somme de 250 000 € est inscrite en contrepartie du chapitre 77 en recettes de fonctionnement pour l'indemnité d'immobilisation du parking de la Gare Rive Droite. Est également inscrite le montant de l'indemnisation dans le cadre d'un contentieux ainsi que des crédits pour le remboursement aux familles des inscriptions aux classes extérieures et aux conférences du Forum des Savoirs annulées.

Chapitre 042 – Opérations d'ordre entre sections : + 8 000 €

Les crédits inscrits correspondent à des crédits supplémentaires pour la dotation aux amortissements des immobilisations. Cette dépense trouve sa contrepartie en recettes d'investissement.

Chapitre 023 - Virement à la section d'investissement : - 77 065 €

Le montant inscrit à ce chapitre correspond à de l'autofinancement. Il est réduit pour équilibrer la section de fonctionnement. Après réduction, le montant de l'autofinancement s'élève à 1 017 596,81 €.

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement de la décision modificative s'équilibre à 356 391 € en dépenses et en recettes.

2.1. Dépenses

Chapitre 20 – Immobilisations corporelles : + 29 478 €

La somme de 29 478 € est inscrite pour des frais d'études relatifs aux travaux sur l'Hôtel de Ville.

Chapitre 204 - Subventions d'équipement : + 7 169 €

La somme de 7 169 € est inscrite pour le versement de subventions aux commerçants Chavillois pour l'installation de barrières en plexiglass durant la crise sanitaire.

Opération 1004- ZAC du Centre-Ville : + 479 307 €

Par délibération n°DEL01_2017_0101 du 1^{er} décembre 2017, le Conseil municipal a décidé de la pré-clôture de la ZAC du Centre-Ville avec arrêté partiel des résultats au 31 décembre 2016. En 2019, les résultats définitifs faisaient état d'un boni supplémentaire de 620 750 €, dont 341 413 € pour la Commune selon les dispositions du traité de concession d'aménagement. Cette somme a été perçue en 2019.

La Ville doit à la SPL Seine Ouest Aménagement la quote-part des dépenses pour le local technique municipal. Lors de l'arrêté des comptes de clôture de la ZAC, deux postes ont également été inscrits au crédit de la SPL :

- le coût de la démolition de la halle du marché réalisée pour le compte de la Commune ;
- la quote-part de recette de charge foncière que la SPL n'a pas perçu en raison de la mise en place de l'aide en faveur des primo-accédant.

Par ailleurs, la SPL a acquis une partie du terrain communal sis 1403 avenue Roger Salengro pour l'extension du cabinet médical à l'arrière de la pharmacie.

La somme inscrite de 479 307 € est la compensation de ces sommes.

Opération 1016- Rénovation extension école des Jacinthes : + 18 382 €

Des crédits supplémentaires sont inscrits sur l'opération de rénovation extension de l'école maternelle des Jacinthes en raison notamment du nettoyage de la base vie nécessaire pour la reprise des travaux durant la crise.

Chapitre 020 – Dépenses imprévues : - 177 945 €

Les crédits inscrits au budget primitif pour les dépenses imprévues sont réduits de 177 945 €.

2.2. Recettes

Chapitre 10 – Dotations : + 221 074 €

Le montant inscrit de 221 074 € correspond au FCTVA supplémentaire notifié. Le montant du FCTVA perçu en 2020 au titre des dépenses d'investissement 2019 s'élève à 806 074,45 €.

Chapitre 13- Subventions d'équipement : + 204 382 €

Les dossiers de subventions déposés au cours du premier trimestre ont donné lieu à des notifications dont les montants peuvent être inscrits budgétairement :

- subvention du Conseil régional d'Ile-de-France pour le remplacement des gradateurs de la salle Robert Hossein du bâtiment de l'ATRIUM : 48 300 € ;
- subvention de la Métropole du Grand Paris pour la rénovation thermique du bâtiment de logement des Jacinthes : 85 623 € ;
- subvention de l'Etat au titre de la Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour la rénovation thermique du bâtiment de logement des Jacinthes : 70 459 €.

Chapitre 040 - Opérations d'ordres entre sections : + 8 000 €

Le montant inscrit est la contrepartie du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement.

Chapitre 021 - Virement de la section de fonctionnement : - 77 065 €

Le montant inscrit à ce chapitre correspond à de l'autofinancement. Il est la contrepartie du chapitre 023 en dépenses de fonctionnement.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette décision modificative n°1 du budget 2020 de la Ville qui s'équilibre en fonctionnement à 414 876 € et en investissement à 356 391 €.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (votes n°8 à 27 – délibération n°DEL01_2020_0118) :

VOTE, chapitre par chapitre, la décision modificative n°1 du budget 2020 de la Ville telle que prévue dans le document budgétaire ci-joint.

SECTION DE FONCTIONNEMENT (PAGE 7)

Dépenses

Chapitres		Montants	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	393 000,00 €	35	-	-	8
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	27 421,00 €	35	-	-	9
014	ATTENUATION DE PRODUITS	-341 336,00 €	35	-	-	10
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	120 860,00 €	35	-	-	11
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	283 996,00 €	27	-	8	12
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	-77 065,00 €	35	-	-	13

042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	8 000,00 €	35	-	-	14
------------	--	-------------------	-----------	----------	----------	-----------

Recettes

Chapitres		Montants	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE, VENTES DIVERSES	-450 971,00 €	35	-	-	15
73	IMPOTS ET TAXES	281 453,00 €	27	-	8	16
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	280 128,00 €	35	-	-	17
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	304 266,00 €	27	-	8	18

SECTION D'INVESTISSEMENT (PAGES 9 ET PAGES 25 A 29 POUR LES OPERATIONS)

Dépenses

Chapitres		Montants	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	29 478,00 €	35	-	-	19
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	7 169,00 €	35	-	-	20
020	DEPENSES IMPREVUES	-177 945,00 €	35	-	-	21
Op 1004	ZAC DU CENTRE VILLE	479 307,00 €	27	6	2	22
Op 1016	EXTENSION RENOVATION ECOLE JACINTES	18 382,00 €	35	-	-	23

Recettes

Chapitres		Montants	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT REÇUES	204 382,00 €	35	-	-	24
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	221 074,00 €	35	-	-	25
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	-77 065,00 €	35	-	-	26
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	8 000,00 €	35	-	-	27

1.5/ BUDGET ANNEXE DU SSIAD POUR L'EXERCICE 2020 DECISION MODIFICATIVE N°1

MME RE, conseillère municipale déléguée aux finances et au budget, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0022 du 24 février 2020 (R.D. du 27 février 2020), le Conseil municipal a voté le budget primitif 2020 du SSIAD.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) a fixé la dotation globale de soins pour 2020 à 736 930,03 €, correspondant à la dotation reconduite augmentée de :

- 16 809 € au titre de la prime Grand Age et attractivité territoriale ;
- 36 000 € de crédits non reconductibles au titre de la prime exceptionnelle dans le cadre de l'épidémie de covid-19.

Il convient donc de modifier le budget primitif 2020.

1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement du budget supplémentaire s'équilibre à 77 540,13 €.

1.1 Dépenses

L'ARS a abondé ainsi les lignes budgétaires :

Chapitre 011 « Dépenses afférentes à l'exploitation courante » : 801,90 €

Chapitre 012 « Dépenses afférentes au personnel » : 31 690,10 € dont 16 809 € au titre de la prime Grand Age.

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 11 259,45 €

Sont également inscrits à ce chapitre les propositions de crédits non reconductibles pour 19 699 € pour des formations et l'accompagnement à la mise en place du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) qui sera mis en œuvre en 2022. Pour assurer l'équilibre de la section, il est inscrit 12 279,68 € de crédits.

Le chapitre 016 s'élève ainsi à 43 238,13 €

La somme de 1 810 € est inscrite au chapitre 023 en virement à l'investissement pour financer l'achat de matériel informatique pour la saisie des informations des dossiers chez les patients.

1.2 Recettes

Il est inscrit la somme de 77 540,13 € au chapitre 017 « Produit de la tarification ».

2. SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement du budget supplémentaire s'équilibre à 1 810 €.

2.1. Dépenses

La somme de 1 810 € est inscrite au chapitre 21 « Immobilisations corporelles » pour l'acquisition de matériel informatique.

2.2 Recettes

Le virement de la section de fonctionnement permet de financer les dépenses d'investissement pour 1 810 €.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur la décision modificative n°1 du SSIAD qui s'équilibre en fonctionnement à 77 540,13 € et en investissement à 1 810 €.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (votes n°28 à 34 – délibération n°DEL01_2020_0119) :

VOTE, chapitre par chapitre, la décision modificative n°1 de l'exercice 2020 du SSIAD tel que prévu dans le document budgétaire ci-joint.

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitres		Montants	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
011	DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION	801,90 €	35	-	-	28
012	DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL	31 690,10 €	35	-	-	29
016	DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	43 238,13 €	35	-	-	30
021	VIREMENT VERS LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 810,00 €	35	-	-	31

Recettes

Chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
017	PRODUITS DE LA TARIFICATION	77 540,13 €	35	-	-	32

SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 810,00 €	35	-	-	33

Recettes

Chapitre		Montant	Pour	Contre	Abstention	Vote n°
023	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 810,00 €	35	-	-	34

1.6/ BUDGET PRINCIPAL 2020

ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE CREANCES ETEINTES ET DE CREANCES IRRECOURABLES

MME RE, conseillère municipale déléguée aux finances et au budget, présente l'objet de la délibération.

Monsieur le Trésorier Principal de Meudon a transmis une décision rendue par la Commission de Surendettement des Hauts-de-Seine qui impose une mesure de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire pour un redevable, rendant exécutoire l'effacement de sa dette auprès de la Trésorerie de Meudon.

Le montant de la créance à admettre en non-valeur s'élève à 112,50 €. La créance concerne des prestations périscolaires de 2019.

Par ailleurs, Monsieur le Trésorier Principal de Meudon a également transmis un état de titres de recettes irrécouvrables, pour lesquelles le recouvrement apparaît impossible, pour les raisons suivantes : poursuite sans effet, reste à recouvrer inférieur au seuil de poursuite (15 €), combinaison infructueuse d'actes, personne décédée et demande de renseignement négative, personne disparue, n'habite pas à l'adresse indiquée et demande de renseignement négative, clôture pour insuffisance d'actifs.

L'admission en non-valeur prononcée pour ce type de recettes irrécouvrables par le Conseil municipal n'éteint pas la dette du redevable. Le titre émis garde son caractère exécutoire.

Le montant total de ce type de créances s'élève à 4 502,75 € et se décompose comme suit selon la nature de la dette :

Nature de la créance	Nombre de créances	Somme des créances
Périscolaire et jeunesse	31	338,96 €
Petite enfance	4	28,67 €
Médiathèque	13	201,76 €
Portage de repas et téléalarme	1	0,01 €
Redevance d'occupation du domaine public	6	2 526,07 €
Particulier	1	29,28 €
Location de salle par une entreprise	1	1 378,00 €
TOTAL	57	4 502,75 €

Par exercice, le montant se répartit ainsi :

Exercice de la créance	Nombre de créances	Somme des créances
2015	2	715,31 €
2016	5	1 426,00 €
2017	27	2 138,24 €
2018	12	108,15 €
2019	11	115,05 €
TOTAL	57	4 502,75 €

Toutes les opérations visant à recouvrer les créances ont été diligentées par le Trésorier principal de Meudon dans les délais légaux et réglementaires.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°35 – délibération n°DEL01_2020_0120) :

DECIDE d'admettre en non-valeur le titre dont la créance est éteinte pour un montant total de 112,50 euros.

DECIDE d'admettre en non-valeur les titres irrécouvrables pour un montant total de 4 502,75 euros.

Il est précisé que les dépenses correspondantes sont imputées au budget 2020 de la Ville, sous fonction 01 « opérations non ventilables », sur les comptes 6541 « créances admises en non-valeur » et 6542 « créances éteintes ».

1.7/ COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX DESIGNATION DES ASSOCIATIONS LOCALES

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0071 du 10 juillet 2020 (R.D. du 15 juillet 2020), le Conseil municipal a approuvé la création d'une commission consultative des services publics locaux (CCSPL) à caractère permanent pour la durée du mandat municipal et a fixé sa composition comme suit :

- le maire ou son représentant, président ;
- cinq membres titulaires du conseil municipal et leurs suppléants en nombre égal ;
- quatre représentants d'associations locales.

Par délibération n°DEL01_2020_0072 du même jour, le Conseil municipal a désigné ses représentants titulaires et suppléants au sein de cette commission.

Afin de procéder à la désignation des associations locales représentatives d'utilisateurs des services publics locaux, un appel à candidatures a été organisé sur le territoire de la Commune par affichage sur les panneaux municipaux, diffusion sur les réseaux sociaux et par mail transmis aux associations concernées, intervenant dans des domaines aussi divers que l'environnement, la lutte contre l'exclusion, la consommation, la solidarité, etc.

Il était précisé dans cet appel à candidature qu'une attention particulière sera portée à la représentativité de l'association candidate, en termes quantitatif (nombre d'adhérents, actions sur l'ensemble de la Commune, etc.) et qualitatif (objet statutaire, rapport d'activité, etc.).

6 associations se sont ainsi portées candidates :

- Maison des Jeunes et de la Culture – « le 25 de la Vallée » ;
- Association Laïque des Parents d'Elèves de Chaville – Fédération des Conseils de parents d'Elèves - Section locale (ALPEC-FCPE) ;
- UFC Que Choisir – Section locale – Défense des consommateurs ;
- Association de Recherche sur Chaville, son Histoire et ses Environs (ARCHE) ;
- Vivre à Chaville (VAC) – Participation à toute réflexion et action d'entraide, de solidarité et d'animation de Chaville ;
- Chaville Vélizy Bas (association de défense du quartier de l'Ursine).

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à procéder à la désignation des quatre associations locales membres de la CCSPL.

Cette désignation doit avoir lieu en principe au scrutin secret et à la majorité absolue. Cependant, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette désignation.

Dans ces conditions, les conseillers municipaux sont invités à ne pas voter au scrutin secret pour cette désignation.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

Par 27 voix pour, 7 voix contre et 1 abstention, le Conseil municipal (vote n°36 – délibération n°DEL01_2020_0121) :

DECIDE de ne pas voter au scrutin secret en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

DESIGNE les associations locales suivantes appelées à siéger au sein de la commission consultative des services publics locaux :

- Maison des Jeunes et de la Culture – « le 25 de la Vallée » ;
- Association Laïque des Parents d'Elèves de Chaville – Fédération des Conseils de parents d'Elèves - Section locale ;
- UFC Que Choisir – Section locale ;
- Association de Recherche sur Chaville, son Histoire et ses Environs (ARCHE).

1.8/ FORMATION DES ELUS MUNICIPAUX

MME FOUNIER, maire adjointe déléguée aux ressources humaines, à la formation des élus et à l'égalité entre les femmes et les hommes, présente l'objet de la délibération.

L'article L.2123-12 du CGCT dispose que « Les membres d'un Conseil municipal ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions ».

Suite au renouvellement du mandat, le Conseil municipal doit délibérer sur l'exercice du droit à formation de ses membres et déterminer les crédits ouverts à ce titre. Les frais de formation constituent une dépense obligatoire pour la Commune à condition que l'organisme dispensateur de la formation soit agréé par le Ministre de l'Intérieur (agrément dispensé après avis du Conseil national de la formation des élus locaux).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, le montant prévisionnel des dépenses de formation ne peut être inférieur à 2% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la Commune (montant théorique prévu par les textes, majorations y compris) et le montant réel des dépenses de

formation ne peut excéder 20% du même montant. Pour l'année 2020, les crédits ouverts s'élèvent à 7 000 €.

Les frais de formation comprennent :

- les frais de déplacement qui comprennent, outre les frais de transport, les frais de séjour (c'est-à-dire les frais d'hébergement et de restauration) ;
- les frais d'enseignement ;
- la compensation de la perte éventuelle de salaire, de traitement ou de revenus, justifiée par l'écu et plafonnée à l'équivalent de 18 jours, par élu et pour la durée du mandat. Elle est de même nature que l'indemnité de fonction et est donc soumise à CSG et à CRDS.

La Ville s'engage à organiser une formation au profit de ses élus, titulaires d'une délégation, au cours de la première année de mandat, conformément la loi d'engagement et de proximité du 27 décembre 2019, facilitant l'accès à la formation pour les élus locaux.

En outre, la Ville proposera d'autres formations sur des thématiques propres à certaines délégations. Ces formations, ainsi que les demandes individuelles des élus, seront autorisées dans la limite de l'enveloppe de crédits alloués chaque année et selon des modalités définies dans le document en annexe de la présente délibération.

Chaque année, un tableau récapitulant les actions de formation des élus sera annexé au compte administratif.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°37 – délibération n°DEL01_2020_0122) :

APPROUVE le montant des crédits alloués pour la formation des élus.

DECIDE selon les capacités budgétaires de prévoir chaque année l'enveloppe financière prévue à cet effet.

Il est précisé que les dépenses relatives aux frais de formation des membres du Conseil municipal seront prélevés sur les crédits correspondants inscrits, chaque année au budget communal au chapitre 65, aux comptes 6532 (frais de mission) et 6535 (frais de formation) fonction 021.

1.9/ EFFECTIFS COMMUNAUX DES EMPLOIS PERMANENTS ET DES EMPLOIS NON PERMANENTS

MME FOUNIER, maire adjointe déléguée aux ressources humaines, à la formation des élus et à l'égalité entre les femmes et les hommes, présente l'objet de la délibération.

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois des collectivités territoriales sont fixés par leur organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois permanents et non permanents, en particulier dans les cas suivants :

- création de nouveaux postes pour répondre aux besoins des services ;
- nomination d'agents inscrits sur liste d'aptitude après réussite à un concours ou à un examen ;
- avancement d'agents au grade supérieur ou à un grade de cadre d'emplois supérieur au titre de la promotion interne ;

- recrutement d'agents par voie de mutation ou de détachement ;
- application de nouvelles réglementations relatives au statut de la fonction publique territoriale ;
- pour les emplois non permanents : accroissement temporaire d'activité, activité saisonnière.

Ainsi, depuis l'adoption des tableaux des effectifs de la Ville et du SSIAD en séance du Conseil municipal du 5 juin 2020 (délibération n°DEL01_2020_0039 - R.D. du 10 juin 2020), les besoins des services, les mouvements intervenus ou à intervenir et les changements de statut au sein de la fonction publique territoriale impliquent les modifications figurant aux tableaux des mouvements ci-après :

Ville – Mouvements des emplois permanents					
Filière	Grade	Catégorie	Création de poste	Suppression de poste	Motif
Administrative	Attaché	A		1	Avancement de grade
	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	B	1		Changement de grade
Technique	Agent de maîtrise	C		1	Avancement de grade
	Adjoint technique	C		2	Avancement de grade
Médico-sociale	Puériculteur de classe normale	A		1	Avancement de grade
	Educateur de jeunes enfants de 1 ^{ère} classe	A		2	Avancement de grade
Culturelle	Assistant de conservation principal 2 ^{ème} classe	B	1		Recrutement
	Assistant de conservation	B		1	Départ d'un agent
Sécurité	Chef de service de police municipale	B	1		Recrutement
Totaux			3	8	

Ainsi, après mouvements, les effectifs communaux des emplois permanents comprendront 336 postes, dont 225 postes pourvus par des agents titulaires, 81 postes pourvus par des agents contractuels et 30 postes vacants. Les postes vacants sont essentiellement dus aux évolutions de carrière opérés dans le courant de l'automne.

Les effectifs communaux des emplois non permanents comprendront 115 postes et seront pourvus par des agents contractuels.

Il est rappelé que par souci de conformité avec le budget, les effectifs du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) sont présentés dans un tableau annexe.

Les effectifs permanents du SSIAD sont de 15 postes, dont 12 postes pourvus par des agents titulaires, 2 postes pourvus par des agents contractuels et 1 poste vacant.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

Le comité technique a été consulté pour avis le 25 septembre 2020 sur l'ensemble de ces mouvements.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°38 – délibération n°DEL01_2020_0123) :

APPROUVE les mouvements sur les effectifs indiqués ci-dessus.

**1.10/ CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES EN VUE DE LA PASSATION
D'UN OU DE MARCHÉ(S) POUR L'ACQUISITION DE MASQUES CHIRURGICAUX,
DE MASQUES LAVABLES ET DE MASQUES DE PROTECTION FFP2**

M. TRUELLE, maire adjoint délégué à la santé et à l'urgence sanitaire, présente l'objet de la délibération.

La crise sanitaire liée au Covid-19 a montré ces derniers mois la nécessité de prendre des mesures efficaces pour endiguer la propagation du virus. Une de ces mesures importantes consiste à porter un masque de protection sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public. Cela conduit nécessairement les collectivités territoriales à un approvisionnement continu en masques chirurgicaux et de protection dans les mois à venir.

Afin de mutualiser les besoins des collectivités territoriales en matière d'approvisionnement en masques et d'en réduire les coûts, il est proposé que l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » coordonne et pilote un groupement de commandes concernant l'acquisition de masques chirurgicaux, de masques lavables et de masques de protection FFP2.

L'établissement public territorial assurera les missions de coordonnateur du groupement et à ce titre sera chargé de procéder, dans le respect des règles prévues au Code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des soumissionnaires, à la signature des marchés et à leur notification. En revanche, chaque membre du groupement exécutera les marchés pour la partie qui le concerne.

Néanmoins, pour des raisons de simplification de la gestion administrative des marchés, il apparaît nécessaire de confier également au coordonnateur du groupement la mission de préparer, négocier, rédiger, signer et notifier les modifications du ou des marché(s) intéressant l'ensemble des membres du groupement, pour leur compte et avec leur accord.

La commission d'appel d'offres sera celle du coordonnateur.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°39 – délibération n°DEL01_2020_0124) :

APPROUVE la constitution et le fonctionnement d'un groupement de commandes entre la commune de Chaville, l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » et les communes de Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Marnes-la-Coquette, Meudon, Sèvres, Vanves et Ville-d'Avray en vue de la passation d'un ou de marché(s) pour l'acquisition de masques chirurgicaux, de masques lavables et de masques de protection FFP2.

APPROUVE la convention constitutive de ce groupement de commandes.

ACCEPTE que le coordonnateur du groupement de commandes soit l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » et que la commission d'appel d'offres du groupement de commandes soit celle de l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest », pour la passation des marchés et pour la passation de leurs modifications.

CONFIE au coordonnateur du groupement la mission de préparer, négocier, rédiger, signer et notifier les modifications du ou des marché(s) intéressant l'ensemble des membres du groupement, pour leur compte et avec leur accord.

AUTORISE le coordonnateur du groupement de commandes à lancer la procédure de passation du marché et le Président ou le Vice-Président délégué à la commande publique à signer le marché(s) qui en résultera(ont), les modifications intéressant l'ensemble des membres.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention constitutive de groupement.

1.11/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR SOUTENIR L'AIDE D'URGENCE AU PEUPLE LIBANAIS

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Beyrouth, capitale du Liban, a été frappée par les explosions survenues mardi 4 août 2020 au soir. Une partie de la capitale est détruite et le bilan humain, encore provisoire, est de minimum 220 morts et de 6 500 blessés.

La ville de Chaville s'implique avec les municipalités de Grand Paris Seine Ouest afin d'apporter son soutien à un peuple ami en souffrance.

Le 20 août dernier, Walid FEGHALI, conseiller municipal et président de l'association Energis Libani, ainsi que deux autres élus des villes d'Issy-les-Moulineaux et de Vanves, se sont rendus au Liban, pour s'assurer de la bonne réception et distribution des différents containers envoyés par GPSO.

En effet, la délégation a supervisé la distribution d'un premier convoi contenant 70 000 masques, offerts par GPSO et la ville de Boulogne, et environ 400 kg de médicaments et produits de première nécessité pour les bébés et les enfants sinistrés.

Les deux containers contenant 3,5 tonnes de dons en provenance de GPSO et de toute la France, ont été acheminés par la compagnie maritime CMA-CGM.

Pour participer à l'élan de solidarité en faveur du peuple libanais, la Ville propose d'allouer à l'association Energis Libani, une subvention d'un montant équivalent à 1 € par Chavillois, soit 20 520 €.

Monsieur Walid FEGHALI ne prend pas part au vote de la présente délibération.

Les membres de la commission municipale « Modernisation de l'administration » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité moins 8 abstentions, le Conseil municipal (vote n°40 – délibération n°DEL01_2020_0125) :

ATTRIBUE une subvention de 20 520 euros à l'association Energis Libani.

Il est précisé que les dépenses correspondantes sont imputées au budget 2020 de la Ville au compte 6574.

2.1/ REGIE CULTURELLE « ATRIUM DE CHAVILLE »

DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2016_0075 du 3 octobre 2016 (R.D. du 7 octobre 2016), le Conseil municipal a décidé de créer une régie culturelle communale sous la forme d'un établissement public local à caractère industriel et commercial, dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dénommée « Régie culturelle Atrium de Chaville » chargée, pour le compte de la Commune, d'organiser des activités culturelles et des spectacles au centre culturel municipal de l'Atrium en vue de reprendre les missions jusqu'alors confiées à l'association Atrium, notamment l'animation et la promotion culturelle sous toutes ses formes, ainsi que la commercialisation des espaces dont elle dispose.

Le Conseil municipal a ainsi adopté les statuts de cet établissement public, rédigés conformément aux articles R.2221-4 et suivants du Code général des collectivités territoriales, fixant ses règles générales d'organisation et de fonctionnement.

L'article 3 des statuts de la Régie, prévoit que son conseil d'administration est composé de 11 membres désignés par le Conseil municipal, sur proposition du Maire, répartis de la façon suivante :

- 6 représentants du Conseil municipal de Chaville dont le Maire membre de droit et président, ceux-ci devant détenir la majorité des sièges du conseil d'administration ;
- et 5 personnes extérieures n'appartenant pas au Conseil municipal choisies en raison de leur compétence culturelle.

Les 5 membres du conseil d'administration n'appartenant pas au Conseil municipal de Chaville doivent être choisis dans les catégories suivantes :

- 3 personnes qualifiées ;
- le Maire de la commune de Sèvres ou son représentant ;
- le Maire de la commune de Ville-d'Avray ou son représentant.

A noter que le président du conseil d'administration de la Régie est élu parmi ses membres lors de sa première séance.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à procéder à la désignation des représentants du Conseil municipal au conseil d'administration de la Régie, conformément à l'article R.2221-5 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose de désigner les conseillers municipaux suivants :

- Madame Anne-Louise MESADIEU
- Madame Brigitte PRADET
- Madame Annie RE
- Madame Isabelle CHAYE-MAUVARIN
- Monsieur Jonathan DENUIT

Cette désignation doit avoir lieu en principe au scrutin secret et à la majorité absolue. Cependant, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut décider en l'espèce, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette désignation.

Dans ces conditions, les conseillers municipaux sont invités à ne pas voter au scrutin secret pour cette désignation.

Par ailleurs, le Conseil municipal est invité à valider la candidature des personnes extérieures suivantes n'appartenant pas au Conseil municipal, sur proposition du Maire, pour siéger également au sein du conseil d'administration de la Régie :

- Le Directeur de la Maison de la Jeunesse et de la Culture de la Vallée – MJC de la Vallée ;
- Madame Catherine GOTTESMAN, usager de la régie résidant à Chaville ;
- Madame Irène KARADJIAN, professeur de français au collège Jean Moulin ;
- le Maire de la commune de Sèvres ou son représentant ;
- le Maire de la commune de Ville-d'Avray ou son représentant.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°41 – délibération n°DEL01_2020_0126) :

DECIDE de ne pas voter au scrutin secret en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

DESIGNE pour siéger au sein du conseil d'administration de ladite Régie, en qualité de représentants du Conseil municipal, aux côtés du Maire :

- Madame Anne-Louise MESADIEU
- Madame Brigitte PRADET
- Madame Annie RE
- Madame Isabelle CHAYE-MAUVARIN
- Monsieur Jonathan DENUIT

PRECISE que le président et le vice-président du conseil d'administration de la Régie seront élus par ce dernier en son sein.

VALIDE les personnes extérieures suivantes pour siéger au sein du conseil d'administration de la Régie :

- Le Directeur de la Maison de la Jeunesse et de la Culture de la Vallée – MJC de la Vallée ;
- Madame Catherine GOTTESMAN, usager de la régie résidant à Chaville ;
- Madame Irène KARADJIAN, professeur de français au collège Jean Moulin ;
- le Maire de la commune de Sèvres ou son représentant ;
- le Maire de la commune de Ville-d'Avray ou son représentant.

2.2/ CREATION DU CONSEIL DE L'ANIMATION LOCALE

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Il est proposé au Conseil municipal d'instaurer le Conseil de l'animation locale, organe consultatif, qui aura pour mission d'aider les pouvoirs publics municipaux dans l'élaboration des grands projets innovants et de participer ainsi à l'amélioration de la vie quotidienne des Chavillois.

Le Conseil rendra des avis sur des projets concrets d'animation de la vie locale.

L'objet premier du Conseil est de se montrer force de proposition dans tout ce qui concerne l'animation dans la commune de Chaville, et de s'investir dans la réalisation concrète d'animations locales, tant pour les Chavillois que pour le rayonnement de la Ville au-delà de ses limites géographiques.

Le Conseil sera plus précisément en charge :

- d'évaluer la stratégie d'animation existante et de faire des propositions pour l'améliorer ;
- d'être force de propositions pour animer les grands temps de la vie locale Chavilloise ;
- d'être force de propositions en matière de nouvelles animations.

Le Conseil se réunira en assemblée plénière a minima 4 fois par an et en commission thématique autant que nécessaire.

Le Conseil sera autonome et maître de son ordre du jour, ainsi que de sa méthode de travail. Il pourra s'auto-saisir de sujets ou travailler sur demande du Maire.

Pour chacun, il définira les grandes orientations stratégiques et les axes de réflexions.

Des personnalités expertes pourront être associées aux travaux du Conseil, à titre exceptionnel et consultatif, afin d'enrichir les débats.

Il rendra compte de son activité par la publication de comptes-rendus (assemblées plénières) et de recommandations, publiés sur le site internet de la Ville.

Les résultats des réflexions du Conseil aboutiront à des propositions concrètes en termes d'animation de la Ville, qui seront présentées en Conseil municipal.

Le Conseil de l'animation locale sera composé, outre du maire adjoint délégué à la vie associative, de la maire adjointe déléguée à la culture, du maire adjoint délégué à la jeunesse, aux sports et à la prévention de la délinquance et du conseiller municipal délégué aux commerces, à l'artisanat et à la logistique du dernier kilomètre, de 15 personnalités qualifiées, toutes bénévoles, représentant notamment les milieux économiques, sociaux, culturels, sportifs ou associatifs. Ces membres seront nommés par le Maire pour la durée du mandat municipal. Ils devront résider ou travailler à Chaville. Son président sera nommé par le maire et chargé d'animer le Conseil.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à créer cette instance sur Chaville pour la durée du mandat municipal.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité moins 8 abstentions, le Conseil municipal (vote n°42 – délibération n°DEL01_2020_0127) :

APPROUVE la création, pour la durée du mandat municipal, du Conseil de l'animation locale de la ville de Chaville, chargé des attributions énoncées ci-dessus.

Il est précisé que les membres du Conseil de l'animation locale seront nommés par arrêté du maire.

2.3/ CREATION DU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE CHAVILLE

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Il est proposé au Conseil municipal d'instaurer le Conseil de développement économique de Chaville (CDEC), organe consultatif.

L'objet premier du CDEC est de promouvoir la Commune auprès des acteurs économiques, d'y impulser les stratégies de développement, d'accompagner les entreprises en matière d'implantation ou de développement.

C'est un espace d'échange et de débat qui a pour objectif de formuler des propositions concrètes afin de favoriser l'activité économique de la Ville.

Le Conseil pourra notamment mener ses réflexions sur les thèmes suivants :

- Forger des liens entre les différents acteurs économiques ;
- Accompagner les entreprises dans l'amélioration de leur quotidien, leurs projets de développement et renforcer leur ancrage sur Chaville ;
- Favoriser l'accueil de start-ups et de projets innovants en aidant les créateurs d'entreprises dans leur installation (espace de co-working, outils collaboratifs, etc.) ;
- Promouvoir et mettre en valeur l'attractivité économique de Chaville ;
- Sensibiliser les entreprises aux enjeux de la transformation digitale ;
- Apporter une vision sur l'économie Chavilloise de demain ;
- Définir l'appui que la Ville et GPSO pourront apporter à ces différents projets.

Le Conseil se réunira en séance plénière au moins 2 fois par an et pourra créer des commissions permanentes ou particulières. Des personnalités expertes pourront être associées aux travaux du Conseil et de ses commissions, à titre exceptionnel et consultatif, afin d'enrichir les débats.

Le Conseil sera autonome et maître de son ordre du jour, ainsi que de sa méthode de travail. Il pourra s'auto-saisir de sujets ou travailler sur demande du Maire.

Il rendra compte de son activité par la publication de comptes-rendus (séances plénières) et de recommandations, publiés sur le site internet de la Ville.

Les résultats des réflexions du Conseil aboutiront à des propositions concrètes en termes de dynamisation de la vie économique, qui seront présentées en Conseil municipal.

Le Conseil de développement économique sera composé outre la maire adjointe déléguée au développement économique, aux entreprises, au coworking et aux usages du numérique, de maximum 15 personnalités qualifiées. Ces membres seront nommés par le Maire pour une durée de 3 ans. Ils devront résider ou travailler à Chaville. Son président sera nommé par le maire et chargé d'animer le Conseil.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à créer cette instance sur Chaville pour une durée de 3 ans.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité moins 8 abstentions, le Conseil municipal (vote n°43 – délibération n°DEL01_2020_0128) :

APPROUVE la création, pour une durée de 3 ans, du Conseil de développement économique de la ville de Chaville, chargé des attributions énoncées ci-dessus.

Il est précisé que les membres du Conseil de développement économique seront nommés par arrêté du maire.

2.4/ RAPPORT D'ACTIVITE 2018 DU SICESS

MME TILLY, maire adjointe à l'écologie sociale, à la petite enfance, aux seniors et au handicap, présente l'objet de la délibération.

Le rapport d'activité du Syndicat Intercommunal pour l'Équipement Sanitaire et Social de Sèvres, Chaville et Ville d'Avray (SICESS) doit être présenté chaque année au Conseil municipal. Cette disposition résulte de l'article L.5211-39 du Code général des collectivités territoriales qui impose au président d'un établissement public de coopération intercommunale, d'adresser chaque année au maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement, arrêté par l'organe délibérant de l'établissement.

Le SICESS a ainsi transmis son rapport d'activité pour 2018 approuvé par le Comité syndical lors de sa séance du 28 janvier 2020.

Ce rapport est joint à la présente délibération.

Pour information, la contribution de la Ville au SICESS pour 2018 s'est élevée à 42 853,44 €.

En 2019, la Ville s'est acquittée d'une contribution de 26 401,99 €.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°44 – délibération n°DEL01_2020_0129) :

CONSTATE que le rapport d'activité 2018 du Syndicat Intercommunal pour l'Equipement Sanitaire et Social de Sèvres, Chaville et Ville d'Avray, annexé à la présente délibération, a été présenté au cours de la présente séance

2.5/ TARIFS DES ACTIVITES DU FORUM DES SAVOIRS POUR LA SAISON 2020-2021

MME MESADIEU, maire adjointe à la culture, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2016_0173 du Conseil municipal du 20 juin 2016, le Conseil municipal a fixé le tarif appliqué pour une conférence à 10 €, le tarif réduit à 5 € pour les étudiants et les demandeurs d'emploi ainsi que la gratuité accordée aux Chavillois non assujettis sur le revenu.

Par délibération n°DEL01_2017_0063 du Conseil municipal du 29 juin 2017, le Conseil municipal a fixé les tarifs du forfait annuel des conférences du Forum des savoirs comme suit. Ils restent inchangés pour la saison 2020-2021. Toutefois, en raison de l'interruption de la saison 2019-2020 due à la crise sanitaire, les auditeurs annuels inscrits en 2019-2020 bénéficient d'un tarif préférentiel.

Ainsi, les tarifs s'établissent comme ci-dessous :

	Individuel			Couple		
	Chaville	GPSO	hors GPSO	Chaville	GPSO	hors GPSO
Forfait pour l'ensemble des conférences de la saison	140 €	150 €	160 €	210 €	220 €	230 €
Forfait pour les inscrits à la saison 2019-2020	94 €	100 €	107 €	140 €	148 €	157 €

Par ailleurs, par délibération n°DEL01_2015_0058 du Conseil municipal du 22 juin 2015, le Conseil municipal a fixé le tarif pour le forfait de six visites de monuments dans Paris à 102 € et le forfait des six visites d'exposition à 142 €. Ces tarifs restent inchangés. Toutefois, comme toutes les visites de monuments et d'exposition en 2019-2020 n'ont pas pu être maintenues, les auditeurs inscrits en 2019-2020 pourront bénéficier d'un tarif préférentiel comme suit :

Forfait pour les 6 visites monuments	Forfait pour les 6 expositions temporaires
68 €	95 €

Au vu de la programmation des expositions temporaires de cette saison, il est proposé au Conseil municipal de fixer les tarifs des visites comme suit :

Tarif des expositions par personne		
Musée Marmottan	Cézanne et les Maîtres, rêve d'Italie	26 €
Musée de la poste	La grande aventure du courrier et de l'Aéropostale	20 €
Palais de la Porte Dorée	Christian Louboutin : L'Exhibition	26 €
Musée des Arts décoratifs	Luxes	26 €
Centre Pompidou	Matisse, comme un roman	26 €

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont été informés de l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°45 – délibération n°DEL01_2020_0130) :

FIXE les tarifs des activités du Forum des savoirs pour la saison 2020-2021, tels que proposés ci-dessus.

2.6/ FIXATION DU TARIF D'INSCRIPTION A LA MARCHÉ OCTOBRE ROSE

M. BISSE, maire adjoint délégué à l'espace public, aux réseaux, au marché aux comestibles, aux transports en commun des personnes et à l'ordre public, présente l'objet de la délibération.

Une femme sur huit risque de développer un cancer du sein. Chaque année, le dépistage précoce permet de sauver des milliers de vies.

A l'occasion de la campagne nationale de sensibilisation à la prévention du cancer du sein, « Octobre Rose », la Ville organise, pour la troisième édition, le dimanche 4 octobre 2020, une marche de 5 kms sur le territoire de Chaville, en plus des animations autour de ce thème, qui se dérouleront sur la place du Marché.

Les personnes inscrites l'année dernière à la marche ayant souhaité en majeure partie, participer en dons libres, une modification de montant est donc envisagée pour cette année. Il est proposé de mettre en place une participation financière pour l'inscription à cette marche pour un montant de 3 €

minimum. L'intégralité des sommes récoltées au titre des inscriptions seront reversées à l'association loi 1901 « La ligue contre le cancer », créée en 1918, et reconnue d'utilité publique.

Le parcours de la Marche Rose se déroulera en partie sur les quartiers urbains et sur une portion de la forêt domaniale de Meudon. Le parcours représente une marche qui devrait durer environ une heure trente.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°46 – délibération n°DEL01_2020_0131) :

FIXE le tarif de participation à la Marche Rose à 3 euros minimum.

VALIDE le principe de reversement de l'intégralité des recettes collectées à l'association « La ligue contre le cancer », à l'issue de la Marche Rose.

2.7/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMMUNALE COMPLEMENTAIRE A L'ASSOCIATION LA RUCHE CHAVILLOISE

M. BES, maire adjoint à la jeunesse, aux sports et à la prévention de la délinquance, présente l'objet de la délibération.

Dans le cadre de sa politique de soutien aux actions et projets développés par les associations locales, la Ville apporte son concours au moyen d'attribution de subventions.

Il est proposé d'allouer une subvention complémentaire d'un montant 3 100 euros à la Ruche Chavilloise dans le cadre du séjour jeunesse organisé du 27 juillet au 7 août dernier à Vaunières en partenariat avec le Conseil départemental des Hauts-de-Seine. 8 jeunes adultes de 18-20 ans ont été accueillis au cours de ce séjour.

Cette subvention couvre les frais engagés par l'association pour compenser les manquements et les problèmes relevés au cours de ce séjour, notamment :

- 1 200 euros pour des frais de restauration, les plateaux ou produits fournis sur le site étant périmés ;
- 700 euros pour des activités complémentaires ;
- 800 euros et 400 euros de transport et d'hébergement pour les cadres dirigeants qui ont dû en urgence se rendre sur site pour gérer la situation.

Afin de ne pas mettre en difficulté l'association qui ne dispose pas de trésorerie, il est proposé que la Ville rembourse ces frais à l'association et se rapproche du Conseil départemental pour compenser les dépenses engagées par la Ville.

Les membres de la commission municipale « Vie locale » ont examiné l'objet de la présente délibération le 15 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°47 – délibération n°DEL01_2020_0132) :

ATTRIBUE une subvention complémentaire de 3 100 € à la Ruche Chavilloise dans le cadre du séjour jeunesse organisé en partenariat avec le Conseil départemental des Hauts-de-Seine.

Il est précisé que les dépenses correspondantes sont imputées au budget 2020 de la Ville au compte 6574.

**2.8/ DISPOSITIF D'APPUI A LA COORDINATION GERONTOLOGIQUE
DU CENTRE DES HAUTS-DE-SEINE
DESIGNATION DU REPRESENTANT DU CONSEIL MUNICIPAL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. LIEVRE, maire adjoint délégué aux mutualisations, à l'informatique, aux anciens combattants et aux manifestations patriotiques, présente l'objet de la délibération.

Le dispositif d'appui à la coordination gérontologique du centre des Hauts-de-Seine (DAC Centre 92) est un dispositif d'appui à destination des personnes et des professionnels de santé, sociaux et médico-sociaux pour les parcours de santé qu'ils estiment complexes. Ce dispositif, né de la fusion entre Inter Clic 92 Centre et ASDES (Accès aux Soins, Accès aux Droits et Education à la Santé), sera mis en place dès le 1^{er} octobre 2020.

Il est composé d'une équipe pluri-professionnelle (médecins, infirmiers, travailleurs sociaux, professionnels du développement territorial, etc.).

Le DAC a pour mission d'informer et d'orienter vers les offres les plus adéquates au regard de la demande et, si besoin, de réaliser une évaluation médico-psycho-sociale adaptée à la situation.

Le DAC met en œuvre et renforce les actions répondant aux besoins et attentes de la personne, assure le suivi, coordonne les interventions et organise le parcours en lien avec les professionnels intervenant autour de la situation, en tant qu'expert des parcours et des ressources du territoire 92 Centre.

Le Conseil d'administration est notamment composé d'un représentant du Conseil municipal.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à procéder à cette désignation.

Est candidate :

- Madame Armelle TILLY

Cette désignation doit avoir lieu en principe au scrutin secret et à la majorité absolue. Cependant, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal peut décider en l'espèce, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret à cette désignation.

Dans ces conditions, les conseillers municipaux sont invités à ne pas voter au scrutin secret pour cette désignation.

A l'unanimité moins 1 abstention, le Conseil municipal (vote n°48 – délibération n°DEL01_2020_0133) :

DECIDE de ne pas voter au scrutin secret en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

DESIGNE Madame Armelle TILLY pour siéger au sein du conseil d'administration du DAC Centre 92 en qualité de représentant du Conseil municipal.

3.1/ CONSEIL COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DURABLE DE CHAVILLE CREATION ET FIXATION DE SA COMPOSITION

MME CHAYE-MAUVARIN, maire adjointe déléguée à la transition écologique, au plan climat et à la trames vertes, bleues et brunes, présente l'objet de la délibération.

Un conseil communal de développement durable de la ville de Chaville (CC2D) a été instauré en 2009 puis maintenu au cours de la précédente mandature.

Cette instance est chargée d'émettre des avis et des propositions dans les domaines d'action de la Commune en matière de développement durable. Ces avis ont pour fonction principale d'éclairer les travaux et les réflexions des conseillers municipaux. Organe consultatif non décisionnel, le CC2D a pour vocation de favoriser une approche des thématiques locales dans le cadre d'une démocratie participative.

Les thèmes abordés sont notamment :

- la stratégie de développement durable de la Commune et son évaluation ;
- la dimension transversale des politiques menées par la Commune sous l'angle du développement durable et environnemental.

Le conseil communal de développement durable de Chaville est un lieu de débat, d'élaboration collective et de rencontre entre les acteurs de la Commune. Il se veut un outil moteur de la nouvelle gouvernance communale. Il est saisi par le maire sur les dimensions de développement durable des politiques publiques de la Commune et sur les grands dossiers soumis à la Ville qui peuvent avoir des conséquences majeures sur l'environnement, la vie sociale et économique. Il peut proposer également à la Commune des sujets de travail.

Le CC2D organise librement ses travaux, et se réunit en séance plénière au moins deux fois par an. Il peut créer des commissions permanentes ou particulières. Il décide des personnalités extérieures à associer aux commissions, soit à titre permanent, soit pour une affaire particulière.

Il est proposé que le CC2D soit composé, comme précédemment, au maximum de 25 membres, répartis selon les catégories suivantes :

- le maire, membre de droit ;
- le collège des acteurs socioprofessionnels (7 personnes) ;
- le collège des experts, personnes qualifiées et institutionnels (8 personnes) ;
- le collège des associations (4 personnes) ;
- les vice-présidents (3 personnes) parmi les élus municipaux, ayant reçu délégation de fonction dans les domaines du développement durable et de l'environnement, de la rénovation thermique des bâtiments et des mobilités (transports) ;
- les représentants des services de la Ville (2 personnes).

Les membres du CC2D sont nommés par arrêté du maire et participent au Conseil pour la durée du mandat municipal.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à créer à nouveau cette instance sur Chaville pour la durée du mandat municipal et à en fixer sa composition.

Les membres de la commission municipale « Cadre de vie » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité moins 8 abstentions, le Conseil municipal (vote n°49 – délibération n°DEL01_2020_0134) :

APPROUVE la création, pour la durée du mandat municipal, du conseil communal de développement durable de la ville de Chaville, chargé des attributions énoncées ci-dessus.

FIXE la composition du conseil communal de développement durable de la ville de Chaville comme suit :

- le maire, membre de droit ;
- le collège des acteurs socioprofessionnels (7 personnes) ;
- le collège des experts, personnes qualifiées et institutionnels (8 personnes) ;
- le collège des associations (4 personnes) ;
- les vice-présidents (3 personnes) parmi les élus municipaux, ayant reçu délégation de fonction dans les domaines du développement durable et de l'environnement, de la rénovation thermique des bâtiments et des mobilités (transports) ;
- les représentants des services de la Ville (2 personnes).

Il est précisé que les membres du CC2D de la ville de Chaville seront nommés par arrêté du maire.

**3.2/ CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES LOCAUX DU CONSERVATOIRE
A L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL « GRAND PARIS SEINE OUEST »
AVENANT N°1**

MME PRADET, conseillère municipale déléguée à la médiathèque, au conservatoire, à l'accès aux droits et à la maison de services aux publics, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0057 du 5 juin 2020 (R.D. du 10 juin 2020), le Conseil municipal a décidé la passation d'un contrat de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la société publique locale « Seine Ouest Aménagement », représentée par son Directeur Monsieur Raymond LOISELEUR, pour assurer la maîtrise d'ouvrage du remplacement des deux ascenseurs de l'Atrium.

Le budget prévisionnel de l'opération s'élève à 613 129,80 € TTC (travaux, frais, honoraires). Les travaux ont débuté et devraient s'achever au mois de novembre 2020.

Il est convenu que l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » supporte la moitié de la dépense hors taxe, dans la mesure où les locaux affectés au conservatoire sont situés aux 1^{er}, 4^{ème} et 5^{ème} étage du bâtiment et que plus de 700 élèves y sont accueillis.

La convention de mise à disposition des locaux du conservatoire à GPSO ne permettant pas en l'état de supporter cette charge, il s'avère nécessaire de compléter les dispositions financières par un avenant n°1.

Le Conseil municipal est donc amené à valider l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition des locaux.

Les membres de la commission municipale « Aménagement » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°50 – délibération n°DEL01_2020_0135) :

APPROUVE les termes de l'avenant n°1 à la convention entre l'établissement public territorial « Grand Paris Seine Ouest » et la commune de Chaville, relative à l'occupation des locaux situés au 3 parvis Robert Schuman, pour le conservatoire Yehudi Menuhin.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

3.3/ MARCHÉ DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES BATIMENTS COMMUNAUX LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONSULTATION SOUS FORMES D'APPEL D'OFFRES

M. PANISSAL, maire adjoint délégué à la citoyenneté, à la vie associative, aux élections et aux jumelages, présente l'objet de la délibération.

La ville de Chaville bénéficie d'un marché relatif à des prestations de nettoyage et d'entretien des bâtiments communaux. Ce marché arrive à échéance le 30 novembre 2020.

Il est donc proposé de lancer un appel d'offres ouvert pour le renouveler.

Le marché sera alloté en deux lots distincts. Le 1^{er} lot aura pour objet le nettoyage et l'entretien des locaux des bâtiments communaux. Le 2^{ème} lot aura pour objet le nettoyage des vitres et surfaces vitrées des bâtiments communaux.

Pour le lot n°1, le marché sera mixte :

- il sera à prix forfaitaire pour le nettoyage et l'entretien des bâtiments compris dans le périmètre de base ;
- il sera à bons de commande sans minimum ni maximum sur la base de prix forfaitaires en application des articles R.2162-2, R.2162-4, R.2192-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique pour les mêmes prestations effectuées dans les bâtiments du périmètre conditionnel ;
- il sera à bons de commande sur la base de prix unitaires sans montant minimum ni maximum pour les prestations de nettoyage occasionnelles supplémentaires et pour les ajouts de bâtiments en cours d'exécution du marché.

Pour le lot n°2, le marché sera mixte :

- il est à prix forfaitaires pour les prestations récurrentes de nettoyage des vitres effectuées dans les bâtiments communaux ;
- il est à bons de commande sur la base de prix unitaires sans montant minimum ni maximum pour les prestations de nettoyage des vitres occasionnelles supplémentaires et pour les ajouts de bâtiments en cours d'exécution du marché.

Pour le lot n°1, le montant annuel des dépenses est estimé à 325 000 € HT, soit 390 000 € TTC, pour les prestations prévues dans les bâtiments compris dans le périmètre de base.

Pour le lot n°2, le montant annuel des dépenses est estimé à 19 000 € HT, soit 22 800 € TTC.

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un an. Il sera reconductible trois fois par décision expresse de la Ville pour des durées d'un an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre ans.

En cas de consultation infructueuse, le marché sera relancé soit par voie d'appel d'offres soit par voie de marché négocié dans les conditions définies par le Code de la Commande Publique.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal d'autoriser le Maire à lancer la procédure et à signer le marché relatif à des prestations de nettoyage et d'entretien des bâtiments communaux.

Les membres de la commission municipale « Cadre de vie » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°51 – délibération n°DEL01_2020_0136) :

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer la procédure de consultation par voie d'appel d'offres pour le marché relatif à des prestations de nettoyage et d'entretien de bâtiments communaux de la ville de Chaville, ainsi qu'à relancer cette procédure, en cas d'absence d'offre ou dans les cas où seules des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens de l'article L.2152-1 du Code de la commande publique auraient été présentées, soit par voie d'appel

d'offres ouvert, soit par voie de procédure avec négociation, soit par voie de marchés négociés dans les conditions définies par le Code de la Commande publique.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le marché qui en résultera.

Il est précisé que les dépenses s'y rapportant figurent au budget 2020 de la Commune :

Nature : 6283

3.4/ ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR L'ACHAT D'UN SECOND VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE

M. CHENU, conseiller municipal délégué aux mobilités et aux intermodalités, présente l'objet de la délibération.

Par délibération n°DEL01_2020_0012 du 20 janvier 2020 (R.D. du 23 janvier 2020), le Conseil municipal a mis en place un dispositif d'aide financière pour l'achat d'un second Vélo à Assistance Electrique (VAE) au sein du foyer, selon les modalités et conditions d'un règlement d'attribution ad hoc.

La commune de Chaville a reçu 4 dossiers de demande d'aide financière, suite à l'acquisition d'un second VAE.

GPSO ayant confirmé la subvention d'un premier VAE au sein de ces foyers, sont éligibles à l'attribution d'une subvention par la Ville :

- Madame Catherine MAUCLERT domiciliée au 37, rue Anatole France à Chaville ;
- Monsieur Johann RIVIERE domicilié au 47, rue Anatole France à Chaville ;
- Madame Danielle CORNU domiciliée au 22, rue de la Passerelle à Chaville ;
- Madame Sarah RECURT domiciliée au 45 bis, rue Albert Perdreux à Chaville.

Ces dossiers remplissent les conditions décrites dans le règlement d'attribution.

Une subvention est d'un montant de 250 € peut donc être versée.

Le Conseil municipal est donc sollicité afin d'attribuer aux personnes susmentionnées une subvention d'un montant de 250 € pour l'acquisition d'un second VAE au sein du foyer principal.

Les membres de la commission municipale « Cadre de vie » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°52 – délibération n°DEL01_2020_0137) :

ATTRIBUE une subvention d'un montant de 250 € à Madame Catherine MAUCLERT, Monsieur Johann RIVIERE, Madame Danielle CORNU et Madame Sarah RECURT pour l'acquisition d'un second VAE.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de cette délibération.

4.1/ RAPPORT D'ACTIVITE 2019 DE LA SEMADS

M. ERNEST, maire adjoint délégué à l'urbanisme, au patrimoine communal et aux mobilités, présente l'objet de la délibération.

Le rapport d'activité de la SEMADS, créée le 30 avril 1976, dont la ville de Chaville est actionnaire, est établi conformément aux dispositions de L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales. Ce dernier doit faire l'objet d'une présentation annuelle au Conseil municipal en vertu de l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code précité.

Les activités de la SEMADS sont multiples et portent à la fois sur :

- des activités d'aménagement, tel que la ZAC Meudon sur Seine ;
- des activités de gestion, pour les communes membres, à savoir la gestion de la pépinière et l'Hôtel d'accueil pour PME/PMI, la Cyber Pépinière, la gestion de la Résidence Saint Sauveur, les ateliers d'artistes et les arches d'escalades, la gestion du marché d'approvisionnement de Ville-d'Avray ;
- des activités liées à la conduite d'opérations telles que l'aménagement du Domaine de la Reine Margot, en hôtel 5 étoiles de 83 chambres à Issy les Moulineaux.

Par ailleurs, en décembre 2018, des discussions entre la SEMADS et Seine Ouest Habitat (SOH) ont été initiées afin d'envisager le « rapprochement » entre SOH et la SEM d'aménagement historique de la ville d'Issy (qui en est majoritaire), dans laquelle les communes de Chaville, de Meudon et de Vanves sont devenues par la suite actionnaires. Ce rapprochement fait suite aux réflexions engagées par la loi portant « Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique » (loi ELAN) du 23 novembre 2018.

Courant 2019, il a été décidé de céder en bloc l'ensemble du patrimoine immobilier à Seine Ouest Habitat à la SEMADS.

Un changement de nom devait s'opérer suite à ce regroupement : la dénomination s'intitule désormais « Seine Ouest Habitat et Patrimoine ». Par ailleurs, il a été décidé de créer une nouvelle entité, une SAS dont la mission consiste à séparer les actifs à dominante commerciale de la SEMADS, du patrimoine social. Il s'agit de « Seine Ouest Aménagement et Développement ».

Le résultat de l'exercice 2019 a permis de constater l'existence d'un bénéfice distribuable de 1 860 511 € et de verser des dividendes aux actionnaires pour la somme globale de 18 500 €, soit 2 € par action. Ceci représente pour la commune de Chaville un dividende de 400 € pour 2019. Le bénéfice non distribué d'un montant de 1 842 011€ sera versé sur le compte « Autres réserves ».

La SEMADS verse des dividendes depuis l'exercice 1992 inclus, soit 28 exercices consécutifs. La ville de Chaville détient 2% du capital social de la SEMADS, soit 200 actions pour une valeur unitaire de 23 €.

Monsieur le Maire et Monsieur David ERNEST ne prennent pas part au vote.

Les membres de la commission municipale « Aménagement » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°53 – délibération n°DEL01_2020_0138) :

CONSTATE que le rapport d'activité pour l'année 2019 de la SEMADS a été présenté au cours de la présente séance.

4.2/ RAPPORT D'ACTIVITE 2019 DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE « SEINE OUEST AMENAGEMENT »

M. ERNEST, maire adjoint délégué à l'urbanisme, au patrimoine communal et aux mobilités, présente l'objet de la délibération.

Le rapport d'activité de la Société Publique Locale (SPL) « Seine Ouest Aménagement », dont la ville de Chaville est actionnaire, est établi conformément aux dispositions de L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales. Ce dernier doit faire l'objet d'une présentation annuelle au Conseil municipal en vertu de l'article L.1524-5 alinéa 14 du Code précité.

Pour mémoire, la SPL « Seine Ouest Aménagement » a pour objet :

- de procéder à tous les actes nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement telles qu'elles sont définies par l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ;
- de réaliser des études préalables, procéder à toutes les acquisitions et cessions d'immeubles en application des articles L.221-1 et L.221-2 du Code de l'urbanisme, procéder à toutes acquisitions et cessions de baux commerciaux, de fonds de commerce ou de fonds artisanaux dans les conditions prévues au chapitre V du titre II du Code précité, procéder à toutes opérations de construction ou de réhabilitation immobilière en vue de la réalisation des objectifs énoncés à l'article L.300-1 ;
- de réaliser des missions d'ingénierie publique et notamment des missions d'étude, d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- de procéder à tous actes concourant à la gestion des services publics à caractère industriel et commercial et de toute autre activité d'intérêt général.

La SPL a poursuivi ses activités d'aménagement en 2019 sur les villes de Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux (ZAC Cœur de ville), Meudon (Pointe des Trivaux), Ville-d'Avray et le secteur de l'OAP Atrium et la suppression de la ZAC Centre-Ville pour Chaville.

Elle a également géré :

- la rénovation du cimetière Pierre Grenier, la rénovation des bulles de tennis au TCBB Le GALLO, l'aménagement du jardin Gallieni Bellevue à Boulogne-Billancourt ;
- l'aide au ravalement à Issy-les-Moulineaux ;
- la réhabilitation du gymnase pour Ville-d'Avray ;
- les travaux de confortation du sentier de la Borne sud pour Meudon ;
- la construction d'un restaurant attenant à l'équipement culturel « SEL » pour Sèvres ;
- le projet « NIWA » îlot Briand/Diderot et Coche (mise en service du parking), la rénovation du groupe scolaire du Parc pour Vanves.

Ses activités de gestion ont concerné en 2019 le parc de stationnement de l'Atrium (hausse de la fréquentation de 11%) et le stationnement sur voirie à Chaville et les parcs de stationnement de Saint Rémy, de Cabourg et de voirie à Vanves.

Depuis sa création en 2009, le chiffre d'affaires est passé de 11 250 € à 36 434 938 € avec pour la dernière année, une augmentation de 82%. Cette augmentation s'explique par une diminution de 26,3% en 2018 (20 024 580 €) et un retour à un résultat plus standard en 2019.

Les produits d'exploitation sont passés de 36,6 M€ à 41,7 M€ en raison du dynamisme de l'activité de gestion et de construction.

Le montant des charges est quant à lui en augmentation (41,3 €). C'est donc dans ce contexte que pour 2019, la gestion de la SPL « Seine Ouest Aménagement » permet de dégager, pour l'ensemble des activités, un résultat net après impôt de 569 175 €.

Monsieur le Maire et Monsieur ERNEST ne prennent pas part au vote.

Les membres de la commission municipale « Aménagement » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°54 – délibération n°DEL01_2020_0139) :

CONSTATE que le rapport d'activité pour l'année 2019 de la SPL « Seine Ouest Aménagement » a été présenté au cours de la présente séance.

4.3/ AVIS A LA CESSION DES LOGEMENTS DE L'OPH SEINE OUEST HABITAT IMPLANTES SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE CHAVILLE

M. ERNEST, maire adjoint délégué à l'urbanisme, au patrimoine communal et aux mobilités, présente l'objet de la délibération.

La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement urbain et du numérique, dite loi ELAN, impose à compter du 1^{er} janvier 2021 aux bailleurs sociaux qui gèrent moins de 12 000 logements d'appartenir à un groupe d'organismes de logement social ou d'opérer divers aménagements organiques à des fins de fusion entre organismes de logement social pour atteindre ce seuil critique.

C'est dans ce contexte qu'un rapprochement a eu lieu entre l'OPH Seine Ouest Habitat, gestionnaire de 7 883 logements sur le territoire de GPSO dont 83 sur le territoire de la Ville, et la SEMADS. Le 5 juillet 2019, le Conseil d'administration de l'OPH SOH a délibéré pour décider de l'aliénation de son patrimoine au profit de la SEMADS et solliciter la saisine du ministre chargé du logement pour obtenir son autorisation.

Afin de répondre aux exigences impératives de la loi ELAN, l'OPH Seine Ouest Habitat a donc sollicité l'autorisation de l'Etat pour aliéner son patrimoine au profit de la SEMADS, qui a obtenu le 7 mars 2020, l'agrément prévu à l'article L.481-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Par courrier en date du 5 août 2020, le Préfet des Hauts-de-Seine a sollicité l'avis de la commune de Chaville sur la vente des logements implantés sur son territoire appartenant à l'OPH Seine Ouest Habitat au profit de la SEMADS.

Le Conseil municipal est, par conséquent, invité à émettre un avis favorable sur la vente de ces logements.

Les membres de la commission municipale « Aménagement » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°55 – délibération n°DEL01_2020_0140) :

EMET un avis favorable sur la vente des logements implantés sur son territoire appartenant à l'OPH Seine Ouest Habitat au profit de la SEMADS.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Il est précisé que la présente délibération sera notifiée au Préfet des Hauts-de-Seine, à la SEMADS et à l'OPH Seine Ouest Habitat.

4.4/ DEPOT DE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTORISATION DE CREER UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC POUR UN CHAPITEAU

M. ERNEST, maire adjoint délégué à l'urbanisme, au patrimoine communal et aux mobilités, présente l'objet de la délibération.

Les travaux de rénovation du groupe scolaire « Anatole France/ Les Iris » comprend également la réfection du gymnase ainsi que des vestiaires et des locaux de rangement.

A compter du 1^{er} janvier 2021, celui-ci ne sera plus accessible. L'ensemble des créneaux en journée d'Education Physique et Sportive scolaires seront répartis dans d'autres structures communales. En soirée, ainsi que le mercredi et le samedi, le gymnase est mis à disposition de deux associations, d'une part la Compagnie de cirque, Cirkalme-toi, qui a pour but d'œuvrer pour le développement des arts du cirque et accueille aussi bien des enfants que des adultes, et d'autre part l'association Gymnastique rythmique de Chaville.

Les conditions de pratique du cirque nécessitant un lieu adapté (grande hauteur sous plafond), et aucun autre lieu sur Chaville ne possédant ces caractéristiques, il a été décidé de mettre à disposition des créneaux au sein d'un chapiteau qui bénéficieront à ces deux associations et éventuellement d'autres propositions artistiques, culturelles et sportives.

Cette structure temporaire sera utilisée durant les travaux sur le gymnase, soit environ un an.

Compte tenu des aléas envisageables en cette période sanitaire incertaine, un permis de construire précaire sera établi pour une durée maximum de 18 mois.

Cette autorisation d'urbanisme s'adresse aux constructions temporaires vouées à être détruites à échéance du délai fixé dans le permis. Elle est prévue aux articles L.433-1 à L.433-7 du Code de l'urbanisme.

Compte tenu que les associations accueilleront du public, le permis de construire sera complété par une autorisation de travaux pour création d'un établissement recevant du public.

Le chapiteau sera implanté provisoirement sur le terrain situé à côté de la Maison de l'Enfance et de la Jeunesse sise 23 rue Carnot. Le site sera remis en état à la fin de l'occupation.

Le Conseil municipal est donc amené à autoriser les dépôts de demande de permis de construire et de création de ce futur ERP, de façon précaire.

Les membres de la commission municipale « Aménagement » ont examiné l'objet de la présente délibération le 17 septembre 2020.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°56 – délibération n°DEL01_2020_0141) :

AUTORISE Monsieur le Maire à déposer, pour le compte de la Ville, une demande de permis de construire précaire pour procéder à la mise en place d'un chapiteau comprenant une demande d'autorisation de créer un établissement recevant du public sur un terrain situé au 23 rue Carnot.

AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes les démarches administratives qui seront requises et à signer l'ensemble des actes administratifs et contractuels nécessaires à l'exécution de cette délibération.

**POINT SUPPLEMENTAIRE/ ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMMUNALE
COMPLEMENTAIRE A LA CONFERENCE SAINT VINCENT DE PAUL NOTRE DAME DE LOURDES**

MME TILLY, maire adjointe à l'écologie sociale, à la petite enfance, aux seniors et au handicap, présente l'objet de la délibération.

Dans le cadre de sa politique de soutien aux actions et projets développés par les associations locales, la Ville apporte son concours au moyen d'attribution de subventions.

Il est proposé d'allouer une subvention complémentaire d'un montant de 3 000 euros à la conférence Saint Vincent de Paul Notre Dame de Lourdes pour les besoins de l'épicerie sociale.

L'épicerie accueille tous les vendredis un public dit fragile qu'elle accompagne en délivrant notamment des denrées de premières nécessités. Depuis le confinement, le nombre de personnes accueillies est en augmentation. La subvention annuelle de la Ville et les collectes annuelles ne sont pas suffisantes pour couvrir cet afflux de nouvelles demandes.

A l'unanimité, le Conseil municipal (vote n°57 – délibération n°DEL01_2020_0142) :

ATTRIBUE une subvention complémentaire de 3 000 € à la Conférence Saint Vincent de Paul Notre Dame de Lourdes afin d'assurer le réapprovisionnement de l'épicerie sociale et la fourniture de denrées de première nécessité au public en situation de fragilité sociale.

Il est précisé que les dépenses correspondantes sont imputées au budget 2020 de la Ville au compte 6574.

POINT D'INFORMATION/ SYNTHESE DU BILAN SOCIAL 2019 DE LA VILLE

MME FOUNIER, maire adjointe déléguée aux ressources humaines, à la formation des élus et à l'égalité entre les femmes et les hommes, présente l'objet du point d'information.

**COMPTE RENDU DES DECISIONS MUNICIPALES
(article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales)**

La liste ci-dessous des décisions municipales intervenues entre les séances du Conseil municipal du 10 juillet 2020 et du 28 septembre 2020 prises en application de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales a été communiquée par écrit aux membres du Conseil municipal.

1/ Décision n°DM01_2020_0052 du 21 juillet 2020

Convention de mise à disposition de badges d'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad

Passation d'une convention de mise à disposition d'un badge piéton et d'un badge véhicule pour l'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad, au profit d'une enseignante à l'école « Les Pâquerettes ». Cette mise à disposition est consentie à compter du 1^{er} septembre 2020, moyennant le versement d'un dépôt de garantie.

Dépôt de garantie pour la remise des badges d'accès piéton et véhicule : **80 €**

2/ Décision n°DM01_2020_0053 du 21 juillet 2020

Convention d'occupation d'un emplacement de stationnement dans le parking sis 1, rue de la Bataille de Stalingrad

Passation d'une convention d'occupation, à titre précaire et révocable, d'un emplacement de stationnement dans le parking du groupe scolaire « Paul Bert/Les Pâquerettes » situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad, au profit d'un particulier. L'occupation est consentie à compter du 1^{er} septembre 2020, pour une durée d'un an, renouvelable tacitement par période d'un an, sans pouvoir excéder trois ans, soit jusqu'au 31 août 2023, moyennant le paiement d'un loyer mensuel payable par trimestre à terme échu.

Loyer mensuel d'occupation :

60 €

3/ Décision n°DM01_2020_0054 du 3 septembre 2020

Partenariat pour la mise en œuvre du plan mercredi avec l'entreprise individuelle ISABELLE MESSE

Pour la mise en œuvre du « plan mercredi », la Ville a décidé, pour assurer certaines des animations prévues, de s'appuyer sur l'expertise du tissu associatif et entrepreneurial local.

Dans ce cadre, passation d'une convention de partenariat avec l'entreprise individuelle ISABELLE MESSE sise 22, rue du 8 mai 1945 à Chaville, pour l'animation d'une séance d'initiation au yoga le mercredi d'une durée de 2 heures, pendant les 34 mercredis périscolaires, entre le 9 septembre 2020 et le 30 juin 2021. Le coût de cette prestation s'élève à 35 € net de l'heure, tarif horaire arrêté par la Ville, soit un coût annuel de 2 380 € net.

4/ Décision n°DM01_2020_0055 du 3 septembre 2020

Partenariat pour la mise en œuvre du plan mercredi avec l'association TERRE HAPPY

Pour la mise en œuvre du « plan mercredi », la Ville a décidé, pour assurer certaines des animations prévues, de s'appuyer sur l'expertise du tissu associatif et entrepreneurial local.

Dans ce cadre, passation d'une convention de partenariat avec l'association TERRE HAPPY sise 4, rue Collin Marnet – 78530 Buc, pour l'animation de 3 séances d'initiation culturelle le mercredi d'une durée de 2 heures chacune (animations autour de la création de livres et du théâtre), pendant les 34 mercredis périscolaires, entre le 9 septembre 2020 et le 30 juin 2021. Le coût de cette prestation s'élève à 35 € net de l'heure, tarif horaire arrêté par la Ville, auquel s'ajoute un budget annuel de 200 € pour l'ensemble des séances toutes écoles confondues, soit un coût annuel de 4 960 € net.

5/ Décision n°DM01_2020_0056 du 3 septembre 2020

Partenariat pour la mise en œuvre du plan mercredi avec l'association CHAVILLE TIR A L'ARC

Pour la mise en œuvre du « plan mercredi », la Ville a décidé, pour assurer certaines des animations prévues, de s'appuyer sur l'expertise du tissu associatif et entrepreneurial local.

Dans ce cadre, passation d'une convention de partenariat avec l'association CHAVILLE TIR A L'ARC sise Jardin d'Arc – 35, rue des Capucines à Chaville, pour l'animation d'une séance d'initiation au tir à l'arc le mercredi d'une durée de 2 heures, pendant les 34 mercredis périscolaires, entre le 9 septembre 2020 et le 30 juin 2021. Le coût de cette prestation s'élève à 35 € net de l'heure, tarif horaire arrêté par la Ville, soit un coût annuel de 2 380 € net.

6/ Décision n°DM01_2020_0057 du 3 septembre 2020

Partenariat pour la mise en œuvre du plan mercredi avec le CENTRE EQUESTRE DE CHAVILLE

Pour la mise en œuvre du « plan mercredi », la Ville a décidé, pour assurer certaines des animations prévues, de s'appuyer sur l'expertise du tissu associatif et entrepreneurial local.

Dans ce cadre, passation d'une convention de partenariat avec le CENTRE EQUESTRE DE CHAVILLE sis 7, rue de l'Etang Saint Denis à Chaville, pour l'animation d'une séance d'initiation au poney le mercredi d'une durée de 2 heures, pendant les 29 mercredis périscolaires, du 9 septembre 2020 au 18 décembre 2020 inclus et du 1^{er} mars 2021 au 30 juin 2021. Le coût de cette prestation s'élève à 35 € net de l'heure, tarif horaire arrêté par la Ville, auquel s'ajoute 8 € net de location de poneys, soit un coût horaire de 43 € net, soit un coût annuel de 2 494 € net.

7/ Décision n°DM01_2020_0058 du 3 septembre 2020

Partenariat pour la mise en œuvre du plan mercredi avec l'association L'ESTAMPE DE CHAVILLE

Pour la mise en œuvre du « plan mercredi », la Ville a décidé, pour assurer certaines des animations prévues, de s'appuyer sur l'expertise du tissu associatif et entrepreneurial local.

Dans ce cadre, passation d'une convention de partenariat avec l'association L'ESTAMPE DE CHAVILLE sise 918, avenue Roger Salengro à Chaville, pour l'animation d'une séance d'initiation à la gravure le mercredi d'une durée de 2 heures 30, pendant les 34 mercredis périscolaires, entre le 9 septembre 2020 et le 3 juin 2021. Le coût de cette prestation s'élève à 35 € net de l'heure, tarif horaire arrêté par la Ville, auquel s'ajoute 6 € net de fournitures pédagogiques, soit un coût horaire de 41 € net, soit un coût annuel de 3 485 € net.

8/ Décision n°DM01_2020_0059 du 30 juillet 2020

Sous-location d'un local situé au 1693, avenue Roger Salengro pour l'installation d'un centre de loisirs le mercredi

Passation d'une convention de sous-location d'un local situé au 1693, avenue Roger Salengro appartenant à Espace Habitat Construction entre l'Ecole FreeMinds Montessori School et la ville de Chaville. Dans l'attente de pouvoir accueillir un nombre suffisant d'enfants permettant d'ouvrir d'autres classes, la directrice de l'Ecole FreeMinds Montessori School a accepté de sous-louer à la Ville une partie des locaux, avec l'accord du propriétaire, afin d'y accueillir des enfants si le besoin s'en fait ressentir le mercredi pendant l'année scolaire 2020/2021. L'occupation de ce local est consentie à compter du 2 septembre 2020, moyennant le versement de 487,50 € par mois de septembre à décembre 2020 et de 575 € par mois de janvier à juin 2021, si l'occupation devait se poursuivre.

9/ Décision n°DM01_2020_0060 du 5 août 2020

Mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension de l'école maternelle « Les Jacinthes » - Modification n°3

Adoption de la modification n°3 au marché n°2018003 relatif à la mission de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et l'extension de la maternelle « Les Jacinthes » à conclure avec le groupement PASCAL SALLET / KALYA INGENIERIE sis 16, rue Marcelin Berthelot – 94600 Choisy-le-Roi. Cette modification n°3 a pour objet de modifier le montant forfaitaire provisoire de rémunération qui s'élève donc à 189 446,90 € HT (soit 227 336,28 € TTC), compte tenu d'honoraires complémentaires pour diriger les travaux jusqu'à la livraison complète des ouvrages. Le taux de rémunération est de 8,61%. La modification prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement des travaux.

Pour mémoire, ce marché avait été conclu en 2018 pour un montant forfaitaire provisoire de 110 880 € HT (soit 133 056 € TTC). Le taux de rémunération était de 6,93%. L'enveloppe financière prévisionnelle initiale affectée aux travaux par le maître d'ouvrage était de 1 600 000 € HT (soit 1 920 000 € TTC).

La première modification a eu pour objet de réviser le forfait de rémunération provisoire du titulaire à 152 460 € HT (soit 182 952 € TTC), avec un taux de rémunération de 6,93%, compte tenu de l'augmentation de l'enveloppe financière prévisionnelle des travaux portée à 2 200 000 € HT (soit 2 640 000 € TTC).

La seconde modification a eu pour objet de modifier le montant forfaitaire de rémunération provisoire à 170 631,70 € HT (soit 204 758,04 € TTC), avec un taux de rémunération de 7,76%, compte tenu d'un travail complémentaire dû à un permis modificatif permettant d'adapter les plans de l'extension.

10/ Décision n°DM01_2020_0061 du 24 août 2020
Réalisation d'une œuvre urbaine

Passation d'un contrat auprès de l'AGENCE NANO H sise 22, rue Jules Valles – 75011 Paris, pour la réalisation d'une fresque murale sur le mur d'enceinte de l'école « Paul Bert » par l'artiste YAKES à l'automne 2020, dans le cadre des projets retenus au titre du budget participatif de 2019.

Montant annuel de la prestation : **11 250 € HT (soit 13 500 € TTC)**

11/ Décision n°DM01_2020_0062 du 2 septembre 2020
Convention de mise à disposition de badges d'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad

Passation d'une convention de mise à disposition d'un badge piéton et d'un badge véhicule pour l'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad, au profit d'une enseignante à l'école « Les Pâquerettes ». Cette mise à disposition est consentie à compter du 1^{er} septembre 2020, moyennant le versement d'un dépôt de garantie.

Dépôt de garantie pour la remise des badges d'accès piéton et véhicule : **80 €**

12/ Décision n°DM01_2020_0063 du 2 septembre 2020
Convention de mise à disposition de badges d'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad

Passation d'une convention de mise à disposition d'un badge piéton et d'un badge véhicule pour l'accès au parking situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad, au profit d'une enseignante à l'école « Paul Bert ». Cette mise à disposition est consentie à compter du 1^{er} septembre 2020, moyennant le versement d'un dépôt de garantie.

Dépôt de garantie pour la remise des badges d'accès piéton et véhicule : **80 €**

13/ Décision n°DM01_2020_0064 du 2 septembre 2020
Assistance pour le recrutement d'un chef de police municipale

Passation d'un contrat avec le cabinet de recrutement LIGHT CONSULTANTS sis 282, boulevard Saint Germain – 75007 Paris, pour une assistance dans le recrutement d'un chef de police municipale.

Honoraires : **9 200 € HT**

14/ Décision n°DM01_2020_0065 du 3 septembre 2020
Convention d'occupation d'un emplacement de stationnement de moto dans le parking sis 1, rue de la Bataille de Stalingrad

Passation d'une convention d'occupation, à titre précaire et révocable, d'un emplacement de stationnement pour une moto dans le parking du groupe scolaire « Paul Bert/Les Pâquerettes » situé 1, rue de la Bataille de Stalingrad, au profit d'un agent. L'occupation est consentie à compter du 4 septembre 2020, jusqu'au jour où l'agent ne travaillera plus dans la collectivité, moyennant le paiement d'un loyer mensuel payable par trimestre à terme échu.

Loyer mensuel d'occupation : **25 €**

Dépôt de garantie pour la remise des badges d'accès piéton et véhicule : **80 €**

L'ordre du jour étant épuisé, M. LIEVRE clôt la séance à 22h33.



A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'A' followed by a horizontal line and a diagonal stroke.

Pour le Maire empêché
et en qualité de suppléant
Hervé LIEVRE
1^{er} maire adjoint

Récépissé de dépôt en Préfecture de la délibération n°DEL01_2020_0118 : le 1^{er} octobre 2020

Récépissé de dépôt en Préfecture de la délibération n°DEL01_2020_0119 : le 1^{er} octobre 2020

Récépissé de dépôt en Préfecture des autres délibérations : le 30 septembre 2020

Publication par affichage du compte-rendu de la séance : le 2 octobre 2020

